

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 1/2016

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Appel (matière civile et commerciale)

- 1° Matière des décisions présidentielles rendues sur requête – Délai d'appel de quarante jours – NCPC, art. 571. 441
- 2° Jugement mixte – Dispositif du jugement – Dispositions multiples – Notion de principal – Notion d'objet du litige – Rapport juridique définitivement tranché – Jugement se prononçant sur la loi applicable – Mesure d'instruction – Surséance à statuer – Possibilité d'appel immédiat – NCPC, art. 579, al.1. 452

Chambre de commerce

- 1° Règlement de cotisations – Acte administratif à caractère réglementaire – Bulletin de cotisation – Décision administrative individuelle susceptible de faire grief – Litiges sur les cotisations – Compétence du tribunal administratif – Loi du 4 avril 1924, art. 3 et 37bis – Loi du 7 novembre 1996, art. 2 (1). 457
- 2° Bulletins de cotisation – Recours administratif déclaré irrecevable pour cause de tardiveté – Demande en paiement – Moyen tiré de l'illégalité de la base réglementaire soulevée devant le juge civil – Irrecevabilité du moyen – Loi du 21 juin 1999, art. 16. 457

Contrats, conventions et obligations

- 1° Donation – Révocation – Causes – Inexécution des conditions – Ingratitude – Révocation de plein droit (non) – Possibilité de renonciation – C. civ., art. 956. 498
- 2° Donation – Révocation pour cause d'ingratitude – Injure grave – Caractéristiques – Pouvoir d'appréciation du juge – C. civ., art. 955, 2. 498
- 3° Stipulation pour autrui – Acceptation – Effets à l'égard du bénéficiaire – Application – Clause attributive de juridiction – C. civ., art. 1121. 530

Droit international privé

- Conflit de juridictions – Matière délictuelle et quasi-délictuelle – Compétence du tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit – Notion – Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000, art. 5.3). 530

Faillite

- 1° Masse des créanciers – Dessaisissement du failli et des créanciers – Droit d'action du curateur – Sauvegarde des droits communs des créanciers – Portée – C. com., art. 444. 483
- 2° Action paulienne – Action individuelle d'un créancier – Bien-fondé – Conditions – Création ou aggravation d'une insolvabilité – Impossibilité de l'exercice du droit spécial du créancier – Limite – Créancier bénéficiaire d'une clause de réserve de propriété – Droit de suite – Absence de diminution de garantie – C. civ., art. 1167 – C. com., art. 448 483
- 3° Action paulienne – Recevabilité – Droit d'action du curateur – Conditions – Diminution de l'actif – Aggravation du passif – Préjudice à la masse des créanciers – Droit d'action d'un créancier individuel – Condition – Droit particulier sur un bien non compris dans la masse – C. civ., art. 1167 – C. com., art. 448. 483
- 4° Réserve de propriété – Revente des biens par le failli – Revendication – Conditions particulières – Action née de la faillite – Compétence du tribunal de la faillite – C. com., art. 567-1, 572 et 635. 483

Occupation sans droit ni titre

- 1° Indemnité d'occupation – Notion – Fondement juridique – Enrichissement sans cause – C. civ., art. 1375 – NCPC, art. 3-3°. 521
- 2° Indemnité d'occupation – Application à l'hypothèse de la résolution judiciaire d'un contrat – NCPC, art. 3-3°. 521

Procédure civile et commerciale

- 1° Tribunal d'arrondissement – Juridiction de droit commun – Matière civile ou commerciale – Qualification à donner par le tribunal – NCPC, art. 20. 463
- 2° Acte authentique – Erreur matérielle – Rectification – Inscription de faux (non) – Charge de la preuve – Preuve contre le contenu des actes – Commencement de preuve par écrit complété par témoignages et présomptions – Erreur matérielle ressortant de l'acte complété par témoignages et présomptions – C. civ., art. 1319, 1341 et 1347. 474
- 3° Saisie-arrêt – Cantonnement – Consignation – Effets – Décharge du tiers-saisi – Tiers-détenteur tenu à concurrence du montant de la consignation – Faillite – Privilège exclusif du saisissant avant la validation de la saisie – Concours avec d'autres créanciers (non) – Suspension des poursuites individuelles (non) – NCPC, art 703, al. 2, 3 et 4 – C. com., art. 452 et 453. 492
- 4° Preuve – Loyauté – Droit au respect de la vie privée – Applicabilité entre personnes privées – Atteinte – Faute civile – Obtention d'une preuve par un moyen illicite – Sanction – Exclusion des débats – Conversation téléphonique écoutée par un tiers – Possibilité d'atteinte au droit au respect de la vie privée – Information de l'interlocuteur écouté – Pertinence – CEDH, art. 8. 498

- 5° Saisie-arrêt – Obligations du tiers-saisi – Déclaration affirmative – Contrainte – Exploit d'assignation devant le tribunal civil saisi de l'instance en validité – Epoque de l'assignation – Présence d'un titre exécutoire – Simultanéité avec la contre-dénonciation de la saisie-arrêt – Absence de titre exécutoire – Jugement de validation ayant acquis force exécutoire – Opposition ou appel – Indifférence - NCP.C., art. 704. 517

Responsabilité civile

- 1° Responsabilité contractuelle – Faute lourde équipollente au dol – Interprétation subjective – C. civ., art. 1142. 469
- 2° Responsabilité contractuelle – Avocat – Caractère aléatoire de l'activité – Obligation de moyens – Obligation d'introduire régulièrement une requête – Absence d'aléa – Obligation de résultat atténuée – Exonération par la preuve de l'absence de faute – C. civ., art. 1142. 510
- 3° Avocat – Inexécution d'une obligation contractuelle – Préjudice – Perte d'une chance – Preuve – Chance réelle et sérieuse de voir réaliser un événement futur favorable – Appréciation in concreto – C. civ., art. 1142. 510

Sociétés commerciales

- 1° Liquidation – Liquidateur se substituant aux organes de gestion – Responsabilité – Mandataire salarié – Loi du 10 août 1915, art. 143 et 149. 463
- 2° Liquidation amiable – Condition – Apurement intégral du passif – Provision pour dettes éventuelles – Condition – Connaissance ou ignorance inexcusable de la dette par le liquidateur – Loi du 10 août 1915, art. 147 et 148. 463
- 3° Liquidation amiable – Responsabilité du liquidateur – Quitus donné par les associés – Paralysie de l'action sociale – Action des tiers restant possible – Loi du 10 août 1915, art. 149. 463

Taxe sur la valeur ajoutée

Procédure administrative non contentieuse – Applicabilité – Loi du 1er décembre 1978, art. 4 et 5 – Règl. g.-d. du 8 juin 1979. 506

Travail

Sanction disciplinaire – Licenciement – Autre sanction – Admissibilité – Condition – Sanction plus favorable au salarié – Reclassement temporaire dans une carrière inférieure – C. trav., art. L. 121-3 et L. 162-12 §6. 445

Troubles de voisinage

- 1° Responsabilité objective – Fondement juridique autonome – C. civ., art. 544. 448
- 2° Détermination de l'auteur du trouble – Distinction suivant le caractère réel ou personnel du trouble – Hypothèse de fissures causées à un immeuble après l'achèvement des travaux dommageables – C. civ., art. 544. 448